

## **Les initiatives françaises de formation en Indopacifique**

La France inscrit son action dans l'Indopacifique dans une logique de solidarité stratégique, en accompagnant ses partenaires dans la montée en compétences de leurs forces de sécurité, civiles et militaires. Cet engagement prend tout son sens face aux enjeux maritimes transversaux qui touchent la région notamment la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (dite INN), les menaces cyber, les catastrophes naturelles, ou le changement climatique.

Dans cette perspective, la France a lancé plusieurs initiatives de formation et de coopération, qui consolident les capacités locales tout en favorisant un dialogue technique et stratégique durable entre les États de la région.

### **Le Centre Régional d'Études Maritimes (CREM) à Sri Lanka**

Le Centre Régional d'Études Maritimes (CREM), inauguré en décembre 2024, est une initiative conjointe entre la France et le Sri Lanka visant à améliorer la sécurité et la sûreté maritimes ainsi que la protection de l'environnement marin dans l'océan Indien.

Le CREM répond aux enjeux maritimes partagés par les nations de l'Association des États riverains de l'océan Indien (IORA) : pêche illégale, immigration clandestine, trafics illicites, catastrophes climatiques et pollutions marines. Ses objectifs principaux incluent le renforcement des capacités des États, la diffusion des bonnes pratiques, l'harmonisation des procédures, la facilitation de la coopération régionale et l'alignement sur les cadres internationaux (UNCLOS, SOLAS, STWC, IMO). Il se positionne comme un carrefour régional de formation, articulé avec les autres centres existants ou en développement dans la zone et aspire à promouvoir la diffusion des meilleures pratiques, afin d'assurer la progression de la sûreté et de la sécurité maritimes dans l'océan indien.

Les formations du CREM couvrent la sécurité maritime (recherche et sauvetage, surveillance, sécurité des navires), la sûreté maritime (lutte contre la pêche illégale, contrebande, menaces asymétriques, cybersécurité), la protection de l'environnement (pollutions diverses, aires marines protégées), le management (gestion de crise, qualité) et certaines problématiques contemporaines (économie bleue, planification spatiale, changement climatique, outils numériques).

### **L'Académie du Pacifique**

Annoncée en juillet 2023 lors du déplacement présidentiel dans le Pacifique, l'Académie du Pacifique en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française vise à répondre aux défis spécifiques rencontrés par les États insulaires du Pacifique (EIP). Elle a pour objectif de soutenir ces pays dans la gestion des menaces à leur souveraineté, qu'elles soient d'origine sécuritaire, climatique ou technologique.

Dans une approche globale de la sécurité, l'Académie proposera des formations et des échanges d'expérience le long du continuum sécurité-défense en sûreté maritime (surveillance, lutte contre la pêche INN, sauvetage, action de l'État en mer), sécurité civile (préparation aux catastrophes, lutte contre les incendies, dépollution), instruction militaire (formation des cadres, aguerissement, cyberdéfense, santé), sécurité publique (formations policières, lutte contre la criminalité financière, les stupéfiants, la corruption ou les violences intrafamiliales).

Depuis son établissement, plusieurs centaines de formations ont déjà été délivrées aux partenaires de la région, majoritairement depuis le territoire calédonien.

### **L'Académie de l'océan Indien (AOI)**

Le 24 avril 2025 à Madagascar, lors du sommet de la Commission de l'océan Indien, le Président de la République a annoncé le lancement de l'Académie de l'océan Indien, regroupant les acteurs étatiques civils et militaires, et des associations auxiliaires des pouvoirs publics de La Réunion.

L'Académie de l'océan Indien est un projet visant à labelliser et structurer les actions de coopération régionale sous l'autorité du Préfet de La Réunion. Elle regroupe de nombreux acteurs civils et militaires (Forces armées, Gendarmerie, Police, Douane, Direction de la mer, Bureau de l'Action de l'État en Mer, Etat-Major de Zone, Croix-rouge française). L'Académie de l'océan Indien ambitionne de devenir un acteur clé en matière de formation et d'expertise et a pour objectif de renforcer l'intégration de La Réunion et de Mayotte dans la région, notamment par les échanges directs avec les pays riverains (notamment les Seychelles, Maurice, Madagascar, les Comores) intéressés par les formations et les partenariats. L'Académie favorise également l'exercice de la souveraineté des pays du Sud de l'océan Indien en répondant aux enjeux communs de sécurité.

L'AOI se fonde sur 4 piliers avec des capacités d'action et de rayonnement fortes :

- la sécurité civile portée par l'État-Major de Zone (EMZ) et la Plateforme d'Intervention Régionale de la Croix-Rouge française (PIROI-CRF).
- la sécurité intérieure portée par le commandement de la gendarmerie (COMGENDRe), la direction territoriale de la police (DTPN 974) et la direction des douanes (DRDDI).
- la sécurité maritime portée par la Direction de la Mer (DMSOI), en lien avec le bureau de l'Action de l'État en Mer (AEM).
- la stabilité régionale portée par les Forces Armées dans la zone sud de l'océan Indien (FAZSOI) en lien avec le bureau de l'Action de l'État en Mer (AEM).